

ASSEMBLÉE NATIONALE

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

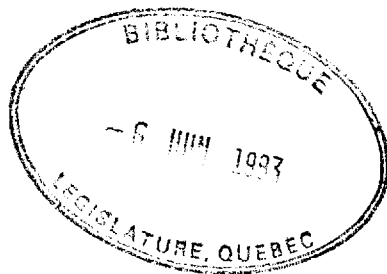
QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 225

(PRIVÉ)

Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy

Première lecture



Présenté par
M. Raymond Brouillet
Député de Chauveau

Éditeur officiel du Québec

1983

Projet de loi 225

(PRIVÉ)

Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy

ATTENDU que la ville de Sainte-Foy a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 56 des lois de 1976, modifiée par le chapitre 38 des lois de 1981, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 47 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est remplacé pour la ville par le suivant:

«**47.** La ville est représentée et ses affaires sont administrées:

a) par un conseil composé du maire et de quatorze conseillers, dont un pour chacun des quartiers décrits à l'annexe II;

b) par un comité exécutif composé du maire comme président et de quatre conseillers. ».

2. L'article 7 de la Charte de la ville de Sainte-Foy (1976, chapitre 56) est modifié par l'addition, à la fin de l'article 51*b*, du paragraphe suivant:

«25. L'autorité en circulation appartient au comité exécutif. Il détient les pouvoirs énumérés dans le règlement concernant la circulation et le stationnement de la ville de Sainte-Foy. ».

3. L'article 65.10 de la Loi sur les cités et villes est remplacé pour la ville par le suivant:

«**65.10** La masse salariale consacrée au comité exécutif n'est pas augmentée et doit être partagée également entre les cinq membres du comité exécutif. ».

4. L'article 113 de cette loi, modifié pour la ville par l'article 11 du chapitre 56 des lois de 1976, est modifié par l'abrogation du paragraphe 7*t*.

5. L'article 320 de cette loi est remplacé pour la ville par le suivant:

« **320.** Si le jour fixé pour une séance ordinaire se trouve être un jour de fête, la séance est tenue au jour fixé par résolution du conseil. ».

6. Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 369, de l'article suivant:

« **369.1** 1. Dans les cas de violation d'un règlement municipal relatif à la circulation et au stationnement:

a) l'agent de la paix qui constate une contravention peut remplir sur les lieux un billet de contravention qui en indique la nature; il en remet une copie au conducteur ou la dépose dans un endroit apparent du véhicule et rapporte l'original au service de police;

b) l'agent de la paix peut également, s'il ne s'agit pas d'une infraction de stationnement, remplir sur les lieux un billet d'assignation; il en remet une copie au conducteur du véhicule, ce qui en constitue une signification légale.

Une autre copie doit en être remise au greffier de la Cour municipale dans les quarante-huit heures qui suivent.

Le jour fixé pour la comparution, à moins qu'un paiement libératoire n'ait été effectué, le greffier ouvre un dossier et y dépose ce document qui constitue une sommation dûment autorisée et signifiée, au sens de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15), et rapportable à la date fixée.

2. Le présent article n'empêche pas l'agent de la paix de porter une plainte ou de faire émettre une sommation contre un contrevenant, en la manière ordinaire, s'il le juge à propos.

3. L'agent ne peut remettre un billet d'assignation à un contrevenant impliqué dans un accident; dans ce cas, une sommation doit être signifiée.

4. Le billet d'assignation consiste en un document préparé en triplicata, sous la signature de l'agent qui a constaté une infraction et qui a intercepté le véhicule.

Il doit contenir:

a) les nom, prénoms, date de naissance et adresse du contrevenant;

- b) la nature, la date, l'heure et le lieu de la contravention;
- c) un ordre au contrevenant de comparaître devant la Cour municipale à l'heure et à la date indiquées sur ce billet par l'agent. ».

7. L'article 412 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par le remplacement du paragraphe 17° par le suivant:

« 17° Pour réglementer ou prohiber la garde des animaux ou de certaines catégories d'animaux et limiter le nombre de tels animaux qu'une personne peut garder dans un ou sur un immeuble; pour exiger du propriétaire ou gardien de tels animaux une licence; pour empêcher ces animaux d'errer dans la ville et en autoriser l'élimination d'une manière sommaire ou la mise à l'enclos public et la vente au profit de la ville ou de toute société ou personne que celle-ci peut désigner; pour obliger le propriétaire ou gardien de tels animaux à en enlever les excréments tant sur la propriété publique que privée et pour déterminer la façon d'en disposer; pour l'obliger à se munir en tout temps des instruments nécessaires à cette fin; pour permettre à la ville de conclure des ententes avec toute personne ou organisme autorisant telle personne ou organisme à percevoir le coût des licences d'animaux et à appliquer tout règlement municipal concernant ces derniers. À cette fin, les personnes ou organismes avec lesquels le conseil conclut une entente et leurs employés, le cas échéant, sont réputés être des fonctionnaires municipaux; »;

2° par le remplacement des troisième et quatrième alinéas du paragraphe 20° par les suivants:

« Malgré toute loi générale ou spéciale à ce contraire, dans tous les cas où il est prévu par règlement qu'un véhicule peut être déplacé, remorqué ou toué, sur l'ordre d'un constable ou agent de la paix, le propriétaire ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais de déplacement, de remorquage ou touage, ainsi que des frais de remisage, au taux courant.

Toute personne à qui a été émis un billet d'assignation apposé dans un endroit apparent de son véhicule automobile lors d'une infraction relative au stationnement, à qui un billet d'assignation a été remis ou à qui une sommation a été adressée par courrier certifié ou recommandé, pour une infraction à une disposition d'une loi ou d'un règlement municipal relatif à la circulation ou à la sécurité publique, peut se libérer de toute peine se rapportant à cette infraction en payant à titre d'amende ou d'amende et de frais, à l'endroit et dans le délai prescrits par le conseil de ville, la somme fixée par le conseil de ville, laquelle ne peut excéder 25 \$ dans le cas d'infraction à un règlement relatif au stationnement et de 500 \$ dans le cas d'infraction à un autre règle-

ment visé dans le présent paragraphe, ni excéder le montant conjugué de l'amende et des frais prévus au Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1) pour les infractions équivalentes en substance. ».

8. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 22°, des suivants:

« 23° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

« 24° Pour réglementer les salons de massage. ».

9. L'article 481 de cette loi est remplacé pour la ville par le suivant:

« **481.** Les taxes de même que tous comptes ou toutes sommes dues à la ville portent intérêt à compter de leur échéance sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet. Lors de l'adoption du budget, le conseil fixe par règlement, suivant les modalités qu'il détermine, le taux de l'intérêt applicable durant l'exercice financier subséquent.

Ce taux s'applique également, pour la durée de cet exercice, à toutes les créances échues avant cet exercice. Toutefois, dans le cas où le budget est adopté au cours de l'exercice pour lequel il est dressé, le taux de l'intérêt fixé pour l'exercice précédent continue de s'appliquer jusqu'à la date déterminée par règlement lors de l'adoption du budget.

Sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), des dispositions de la charte, des règlements, ordonnances, contrats et ententes qui peuvent fixer à une autre date l'exigibilité des sommes dues à la ville, celles-ci sont exigibles trente jours après l'envoi du compte.

Le conseil peut accorder à tout contribuable qui paie ses taxes avant leur exigibilité, un escompte au taux, pour la période et aux conditions fixés par résolution du conseil. ».

10. Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 617, du suivant:

« **617.1** Le greffier de la cour peut, en l'absence du juge de la Cour municipale, procéder à l'ajournement des causes apparaissant sur le rôle de la cour; tel ajournement ne peut excéder trente jours.

Chaque fois que la signature du greffier ou de l'assistant-greffier de la Cour municipale est requise légalement, son nom peut être gravé, lithographié ou imprimé. ».

11. L'article 28 de la Charte de la ville de Sainte-Foy est remplacé par les suivants:

«**28.** La ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins ainsi que tout immeuble désuet ou dont l'occupation est nocive.

La ville peut exercer le pouvoir prévu à l'alinéa précédent à l'intérieur du territoire décrit à l'annexe.

Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1).

«**28.1** La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu de l'article 28. Elle peut aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires; elle peut également démolir ou restaurer les bâtiments et autres ouvrages y érigés ou y construire de nouveaux bâtiments pour fins d'habitation, de loisirs, de récréation et autres fins accessoires.

La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.

Elle peut les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné y compris celles encourues pour la restauration, la démolition et la construction, le cas échéant.

La ville peut aliéner, à titre gratuit ou pour un prix inférieur à celui prévu au présent article, un tel immeuble ou bâtiment en faveur du gouvernement, de l'un de ses organismes, d'une corporation scolaire ou de son office municipal d'habitation.

«**28.2** La ville peut par résolution vendre au prix coûtant déterminé par un certificat de son vérificateur, à la corporation créée en vertu du présent article, tout immeuble qu'elle a acquis en vertu de la présente loi ou qu'elle possède déjà.

«**28.3** La ville peut emprunter, par règlement approuvé de la même manière qu'un règlement d'emprunt selon la loi qui régit la municipalité, les sommes nécessaires et demander les subventions prévues par la loi pour l'exercice de ces pouvoirs et aux fins d'effectuer un prêt à la corporation formée en vertu de la présente loi.

«**28.4** Sur présentation d'une requête de la ville, le gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, délivrer sous le grand sceau du Québec des lettres patentes constituant une personne en corporation sans

but lucratif ayant pour objet l'acquisition d'immeubles d'habitation pour personnes ou familles autres que celles à faible revenu ou à revenu modique visées à l'article 57 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) et l'exercice des autres pouvoirs que la présente loi confère à la ville.

« **28.5** Les lettres patentes doivent mentionner le nom de la corporation, le lieu de son siège social, ses pouvoirs, droits et privilèges, les règles relatives à l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs.

« **28.6** Un avis de l'émission des lettres patentes doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

« **28.7** Une corporation ainsi constituée a, entre autres pouvoirs, ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau du Québec, est un mandataire de la ville et est réputée une corporation municipale aux fins de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., chapitre M-21). ».

12. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 32, du suivant:

« **32.1** Chaque fois que la ville de Sainte-Foy effectue des travaux d'enfouissement de câbles électriques, téléphoniques ou de câblodistribution, elle a le pouvoir d'exiger de tous les propriétaires des secteurs concernés qu'ils enfouissent sur leur propriété respective ces mêmes câbles, et ce, aux conditions qu'elle établit par règlement. ».

13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.